



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Washington Wall Street Watch

N°2026 - 32 - Le 10 Septembre 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- Le marché du travail américain rebondit en août, porté par des secteurs volatils

Politiques macroéconomiques

- Le Trésor américain dévoile la taille de sa première opération de rachat de bons du Trésor

Services financiers

- La SEC propose d'abroger la règle interdisant les dons politiques des conseillers en investissement

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

Le marché du travail américain rebondit en août, porté par des secteurs volatils

Le rapport sur l'emploi américain ([Jobs Report](#)), publié le vendredi 4 septembre, met en évidence un net rebond des créations d'emplois en août, après deux mois de quasi-stagnation. Les créations d'emplois non agricoles ont atteint +162 000 (dont +127 000 dans le secteur privé), soit près du triple des attentes des marchés (+55 000) et la plus forte progression mensuelle depuis mars. Les données des mois précédents ont par ailleurs été révisées à la hausse : les créations d'emplois s'établissent désormais

à +31 000 en juin (révision de +11 000) et +21 000 en juillet (révision de +44 000, contre une destruction nette de 23 000 initialement estimée), soit 55 000 emplois de plus que les estimations précédentes. La moyenne sur trois mois remonte ainsi à +71 000, contre +38 000 le mois précédent, un rythme nettement supérieur à la moyenne des douze derniers mois (+31 000).

Le taux de chômage est resté stable à 4,1 %, tandis que le taux de participation au marché du travail rebondit à 61,6 % (après 61,4 %) : la hausse de la population active (+683 000) a été largement absorbée par celle de l'emploi mesurée par l'enquête

auprès des ménages (+569 000). Le taux de participation demeure toutefois en recul de 0,5 point depuis janvier et de 0,7 point sur un an, une évolution qui pourrait refléter des facteurs structurels, notamment les départs à la retraite des baby-boomers et le ralentissement des flux migratoires. Le temps partiel subi a par ailleurs nettement reculé (-414 000, à 4,4 millions de personnes).

Les créations d'emplois demeurent concentrées dans des secteurs volatils : la restauration (+59 000) et l'enseignement public local (+42 000) représentent à eux seuls plus de 60 % des créations du mois, ce dernier compensant en grande partie le recul enregistré en juillet, attribué par

certaines analystes à une distorsion de l'ajustement saisonnier. La santé (+13 000) progresse à un rythme nettement inférieur à sa moyenne des douze derniers mois (+32 000), tandis que l'industrie manufacturière poursuit son redressement (+16 000, soit +58 000 depuis décembre 2025). Le secteur de l'information a en revanche perdu 23 000 emplois, contre 8 000 par mois en moyenne sur les douze mois précédents.

Enfin, la progression du salaire horaire moyen est restée limitée à +3,1 % sur un an, un rythme inférieur à celui de l'inflation (+3,4 % en juillet), entraînant une contraction du salaire réel d'environ -0,3 %.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Le Trésor américain dévoile la taille de sa première opération de rachat de bons du Trésor

Le 9 septembre 2026, le département du Trésor américain a dévoilé la taille de la première opération de son programme de rachat de bons du Trésor (*Treasury buyback*), qui doit porter sur 6 Md USD de titres de dette publique. Cette annonce fait suite aux précédentes communications du Trésor autour de la reconduction de ce dispositif, destiné à soutenir les marchés obligataires. Le montant dévoilé est supérieur à l'annonce initiale du Trésor, qui s'était engagé à « au moins » doubler ses achats réguliers de bons à long terme pour les porter à 4 Md USD.

À rebours de l'intention affichée par le Trésor de faire refluer les taux des bons à long terme, ceux-ci ont progressé à la suite de l'annonce : le taux à 10 ans a

gagné 5 points de base, pour s'établir à un niveau proche de 4,86 %, son plus haut niveau depuis fin 2023. Un mouvement comparable est observé sur les échéances à 20 et 30 ans.

Cette réaction des taux tient essentiellement à l'écart entre le montant annoncé pour cette première opération et les attentes de marché : la plupart des analystes anticipaient ainsi des rachats de l'ordre de 7 à 8 Md USD, soit un montant nettement supérieur à la cible officielle du Trésor.

SERVICES FINANCIERS

La SEC propose d'abroger la règle interdisant les dons politiques des conseillers en investissement

La Securities and Exchange Commission (SEC) a [proposé](#), le 3 septembre 2026, une modification réglementaire qui autoriserait

les conseillers en investissement (*investment advisers*) à fournir des services à des fonds de pension publics locaux et étatiques même après avoir versé des dons politiques à des élus locaux ou étatiques intervenant dans la gouvernance de ces fonds de pensions. Le projet abrogerait une règle dite « Pay-to-Play » adoptée en 2010 sous le mandat de Barack Obama, à la suite de plusieurs scandales de corruption impliquant des gestionnaires de fonds ayant utilisé des contributions de campagne pour obtenir des mandats de gestion de fonds de pension publics.

La règle actuelle interdit à un conseiller en investissement de percevoir une rémunération au titre de services de conseil fournis à une entité publique pendant une période de deux ans (*two-year lookback*) suivant un don d'au moins 150 USD (ou 350 USD si le donateur est électeur de l'élu récipiendaire), versé par le conseiller ou l'un de ses associés (*covered associates*) à un élu en position d'influencer l'attribution d'un mandat de conseil. Cette règle ne s'applique pas aux élections fédérales. Elle comprend également (i) une interdiction de rémunérer des tiers qui démarcheraient les fonds de pension pour

le compte du conseiller en investissement (à moins que ces tiers ne soient des entités régulées) (ii) une interdiction de sollicitation ou coordination de dons ou de versements à des partis politiques locaux ou étatiques, là où le conseiller cherche à fournir des services.

Selon le président de la SEC, Paul Atkins, les obligations existantes en matière de lutte contre la fraude et de devoir fiduciaire suffisent à prévenir les pratiques de favoritisme politique (*pay-to-play practices*), rendant la règle de 2010 superflue ; il estime par ailleurs que sa mise en œuvre a eu pour effet de restreindre la liberté d'expression politique des professionnels concernés, protégée par le 1^{er} amendement de la Constitution, que la SEC n'est pas le régulateur des élections, et que la règle s'est révélée disproportionnée, sanctionnant lourdement des dons modestes sans démonstration de corruption.

Le projet a d'ores et déjà suscité des critiques de la part d'élus démocrates du Congrès et d'organisations de défense des consommateurs et des investisseurs.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 et le Nasdaq sont en baisse, de -2,0% et -1,9 %, à 7 592 points et 26 082 points respectivement.

Les marchés ont été principalement pénalisés par la reprise des tensions géopolitiques liées à la guerre au Moyen-Orient, qui ont porté à la hausse les prix de l'énergie, le Brent franchissant la barre des 100\$ pour la première fois depuis juillet.

Les rendements des obligations souveraines sont en forte hausse, avec une

progression d'environ 12 points de base pour les titres à 2 ans (4,56 %) et 10 points de base à 10 ans (4,97 %).

L'augmentation conséquente des prix de l'énergie n'a pas manqué de raviver les craintes inflationnistes, entraînant dans son sillage des anticipations de hausse des taux directeurs plus élevées. Les annonces de rachats formulées par le Secrétaire au Trésor américain S.Bessent ont amplifié ces anticipations, à rebours de l'effet recherché.

BREVES

- Le 9 septembre 2026, le président Donald Trump a réitéré, lors d'un discours à la convention de mi-mandat du Parti républicain à Dallas, son engagement à réduire les commissions d'interchange (*swipe fees*) prélevées sur les transactions par carte de crédit. Le président américain avait par le passé soutenu le Credit Card Competition Act (CCCA), proposition de loi bipartisane qui imposerait aux émetteurs de cartes de rendre accessible un troisième réseau de traitement des paiements, concurrent de Visa et Mastercard.
- Le 5 septembre 2026, la SEC a engagé une action en justice afin de contraindre Institutional Shareholder Services (ISS), premier conseiller en vote auprès des actionnaires (*proxy adviser*) aux États-Unis, à produire des documents dans le cadre d'une enquête portant sur ses recommandations de vote adressées aux investisseurs. Cette procédure s'inscrit dans un contexte de pression accrue des autorités américaines à l'égard des conseillers en vote.
- Le 9 septembre, les taux hypothécaires atteignent un plus haut depuis juin 2025. Le taux moyen des prêts immobiliers à 30 ans a augmenté de 6 pb à 6,85 % la semaine du 4 septembre, sous l'effet notamment de la remontée des taux souverains dans un contexte de tensions inflationnistes liées au conflit avec l'Iran et de préoccupations sur le déficit budgétaire. Cette hausse pèse sur la demande de crédit, avec un

recul de 2,7 % des demandes de prêts sur la semaine, tandis que la part des prêts à taux variable atteint 8,5 %, son plus haut niveau depuis juin.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Fabien Bouvet, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr